

**Arrêté Préfectoral prorogeant la durée des  
mesures édictées par les Arrêtés Préfectoraux  
AP N°2020-COV-022 et AP N°2020-COV-023 modifié**

**Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU**

- Le code de la santé publique, et notamment ses articles L.3131-12 et suivants ;
- Le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1 ;
- Le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.131-4 et suivants ;
- Le code des relations entre le public et l'administration ;
- La loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 modifiée organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;
- La loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
- Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Le décret du Président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de M. Pierre N'GAHANE en qualité de préfet de la Marne ;
- Le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 modifié déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Les avis favorables rendus par le Président du Conseil Départemental de la MARNE, du Président de l'association des maires de la Marne, des parlementaires et des Maires du département consultés ;
- L'Arrêté Préfectoral cadre AP N°2020-COV-022 du 30 octobre 2020 portant des mesures complémentaires de lutte contre l'épidémie de Covid-19 ;
- L'Arrêté Préfectoral AP N°2020-COV-023 modifié du 30 octobre 2020 étendant l'obligation du port du masque dans certaines communes du département de la MARNE ;

**CONSIDERANT:**

- que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constituait une urgence de santé publique de portée internationale ;
- que le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 est avéré ;
- que l'urgence et la nécessité s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de propagation de ce virus ;
- que cette propagation est elle-même génératrice d'une hausse importante des contaminations ; que ces risques sont particulièrement élevés dans les espaces publics caractérisés par une fréquentation élevée, ou vis-à-vis de publics fragiles ou précaires ;
- qu'une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à engorger brutalement les capacités d'accueil du système de soins, notamment hospitaliers ;
- que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

- que l'Agence Régionale de Santé Grand Est fait actuellement état d'une circulation virale en augmentation exponentielle depuis plusieurs semaines dans le département de la Marne avec un taux d'incidence (nombre de cas nouveaux sur 7 jours glissants pour 100 000 habitants) qui s'établit à 240,5 à ce jour, et un taux de positivité de 14,4 en léger recul par rapport aux semaines précédentes ;
- que les taux d'incidence chez les personnes de plus de 65 ans, considérées par les scientifiques comme constituant un public à risque, résidant dans la MARNE s'établit à 233,3, en léger recul lui-aussi ;
- que pour autant, le nombre de personnes hospitalisées demeure important, avec notamment 25 nouvelles hospitalisations ce dernier jour, et près de 7 décès ;
- que la conjugaison de l'ensemble des mesures édictées à ce jour produit un réel effet sur la diffusion du virus SARS-Cov-2, et que leur maintien temporaire est nécessaire pour juguler notamment la pandémie ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Marne :

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** l'Arrêté Préfectoral cadre AP N°2020-COV-022 du 30 octobre 2020 portant des mesures complémentaires de lutte contre l'épidémie de Covid-19 et l'Arrêté Préfectoral AP N°2020-COV-023 modifié du 30 octobre 2020 étendant l'obligation du port du masque dans certaines communes du département de la MARNE sont prorogés jusqu'au 16 février 2021 inclus.

**ARTICLE 2 :** Cette décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou par le biais de l'application télécours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le recours n'a pas d'effet suspensif sur son application.

**ARTICLE 3 :** La Directrice de Cabinet de la préfecture de la Marne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Marne, le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne, le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, le Président du Conseil Départemental, les Maires et Présidents d'EPCI du département de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne, mis en ligne sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée aux Procureurs de la République près les Tribunaux judiciaires de Châlons-en-Champagne et de Reims.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 16 novembre 2020

**Le préfet,**

  
**Pierre N'GAHANE**